

**Commission** : Sommet international de Madrid UE-CELAC

**Problématique** : Comment peut-on renforcer la coopération politique, économique et sociale entre l'Europe et la CELAC ( Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) tout en surmontant les défis environnementaux globaux?

**Auteur**: État Plurinational de Bolivie

L'État Plurinational de Bolivie est dirigé par le président socialiste Luis Arce, élu en novembre 2020, ancien ministre de l'Économie sous Evo Morales. Luis Arce poursuit une politique de développement social et économique axée sur l'industrialisation des ressources naturelles, la taxation des plus fortunés ainsi que la réduction des inégalités. Le gouvernement bolivien comprend également le vice-président David Choquehuanca Céspedes et la ministre des Relations extérieures Celinda Sosa Lunda. Malgré les tensions politiques internes, notamment entre le président Arce et l'ancien président Evo Morales accusé d'une tentative de coup d'État en juin 2024, la Bolivie reste engagée dans ses partenariats internationaux. Particulièrement avec l'Union européenne, pour promouvoir un développement durable et équitable. En plus d'être membre de CELAC, la Bolivie est membre de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA), et l'Union des nations sud-américaines (Unasur).

La coopération entre l'Europe et la CELAC est essentielle pour traiter de défis auxquels le pays est confronté aujourd'hui. La Bolivie est riche en ressources naturelles, notamment en lithium. Cependant, le pays fait face à des problèmes environnementaux majeurs, tels que la déforestation et les incendies en Amazonie bolivienne, souvent liés à des pratiques agricoles non durables. De plus, le pays est confronté à de fortes inégalités sociales entre les populations urbaines et les populations rurales et autochtones, qui subissent un accès limité à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités économiques ainsi qu'à la sécurité sociale. Le pays est un des plus gros carrefours du narcotrafic en Amérique du sud, la faute à une production de coca majeur ( plante utilisée pour faire des médicaments ou de la cocaïne, plus de 33000 hectares de plantation dans le pays). Ce fléau alimente l'insécurité, les abus et les inégalités tout en créant des tensions avec les pays occidentaux.

La Bolivie soutient la coopération avec l'UE dans les domaines économique, social et environnemental, le pays met en avant des initiatives telles que le projet "Tree Nation", qui vise à planter des arbres ou "Saneamiento y agua para todos (SWA)" un projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable dans les régions peu développées, présent en Bolivie et dans le monde. Aussi, mieux gérer les ressources naturelles est une priorité, notamment en luttant contre l'exploitation minière illégale de l'or ( près de 10 tonnes par an ). En tant que l'un des plus grands producteurs mondiaux de lithium (948 tonnes de lithium produites en 2023), la Bolivie cherche à aller au-delà de l'exportation des matières premières en développant des chaînes locales et en favorisant la recherche en coopération avec l'Europe. La production de gaz naturel ( 6,06 millions de kilogrammes exportée en 2023 ), est la principale ressource à l'exportation de la Bolivie, diminue en raison des investissements insuffisants et de l'épuisement des gisements. Dans le même temps, le gouvernement accélère les efforts d'industrialisation dans le but de réduire les importations et de diversifier l'économie, et place le lithium au centre de cette stratégie. À cet objectif économique s'ajoute une volonté d'indépendantisation, celle de faire profiter l'exploitation de cette ressource aux Boliviens et non à des multinationales.

Pour répondre à ces défis et renforcer la coopération entre la CELAC et l'UE, la Bolivie propose plusieurs axes d'action. Tout d'abord, le pays insiste sur la coopération technologique et scientifique, en encourageant l'accélération du transfert de technologies propres et durables. L'objectif est d'optimiser l'exploitation des ressources naturelles tout en favorisant le développement des énergies renouvelables, notamment solaire, éolien et géothermique, le financement du projet est de 97,3 millions d'euros. Ensuite, la Bolivie plaide pour des accords commerciaux équilibrés, qui garantissent

un commerce plus juste qui permettent une diversification des exportations boliviennes. Ces accords devraient inclure des clauses environnementales et sociales assurant le respect des populations locales. Face à la menace grandissante de la déforestation et de la perte de biodiversité ( 270 000 hectares débroussaillés par an ), la Bolivie propose de renforcer les programmes de conservation en Amazonie, en s'appuyant sur le soutien de fonds internationaux et européens pour préserver ces écosystèmes. Par ailleurs, la transition vers une économie durable nécessite des financements verts et une accessibilité facilitée aux fonds pour le climat. Ces ressources permettront de mettre en place des projets de reforestation, de gestion durable de l'eau et d'adaptation au changement climatique. Enfin, la Bolivie insiste sur l'importance de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Le développement de techniques agricoles innovantes doit permettre de réduire la déforestation, de préserver les sols et d'assurer une production alimentaire suffisante pour répondre aux besoins de la population. Avec ces propositions, la Bolivie trace une voie ambitieuse et pragmatique pour une coopération entre la CELAC et l'UE.

La Bolivie confirme son engagement pour une coopération renforcée avec l'Union européenne dans un cadre respectueux du développement durable et des principes de souveraineté nationale. L'UE-CELA constitue un partenariat important pour affronter ces défis, en assurant une croissance économique équitable et un développement social inclusif, la Bolivie appelle à des politiques innovantes et à des investissements stratégiques pour mettre en avant une agriculture durable, des technologies propres et une gestion responsable des ressources naturelles.